

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois... Six mois... Un an...

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois... La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Table with 3 columns: Service particulier, 4 fév., 3 fév. Rows include Act. Banque de France, Société générale, Crédit f. de France, etc.

Table with 3 columns: Service particulier, 4 fév., 3 fév. Rows include Act. Banque de France, Société générale, Crédit f. de France, etc.

DEPECHE COMMERCIALES New-York, 4 février. Change sur Londres, 4,81 50; change sur Paris, 5,20 50; 100.

BULLETIN DU JOUR

Plus on approuve de la discussion de l'article 7, plus l'agitation augmente dans le monde parlementaire. Une première escarmouche a eu lieu mardi au Sénat.

FEUILLETON DU 6 FÉVRIER

SANS FAMILLE

DEUXIÈME PARTIE III ROULEUR — A cinquante mètres de profondeur, il n'y a pas de danger qu'elle ne tombe dans le cou.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERIONS: Annonces: la ligne... Réclames: ... Faits divers: ...

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. GUARIN, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAUSTIN et C^o, 24, rue Notre-Dame-des-Victoires.

l'importance et l'étendue du pétitionnement; il suffirait pour lui répandre de rappeler les efforts désespérés faits pour l'entraver. Elle espère seulement produire un peu de scandale avec quelques-uns des « racontars » suspects de M. Pelletan, avec quelques faits isolés et misérables. Il eût été, croyons-nous, de l'honneur du Sénat d'assurer à la discussion de la seconde loi Ferry la même largeur, la même sérénité, la même élévation qui ont marqué la première lecture de la loi du conseil supérieur. La gauche ne le veut pas; tant pis pour elle. Quant à nous, nous ne craignons pas le débat provoqué par M. Pelletan. Quand on examinera avec quelque détail l'histoire du pétitionnement, on verra de quel côté ont été la violence, le mépris du droit des citoyens. Il suffira d'entendre ouvrir seulement le dossier pour montrer que le fait saillant de cette campagne a été l'entrave apportée à ce droit de pétition, qui est le droit primordial et élémentaire de tout citoyen. La conclusion sera que le chiffre énorme de signatures obtenu malgré tant d'obstacles révèle le plus puissant mouvement d'opinion qui se soit produit depuis longtemps dans notre pays.

On annonce que le prince de Bismarck a eu une longue entrevue avec l'empereur Guillaume, pour l'entretenir des projets relatifs à l'augmentation des effectifs militaires, ainsi que des nouveaux projets d'impôts qui seront introduits à l'ouverture du Reichstag. Sur la demande du prince de Bismarck, le gouvernement proposera un impôt de 4 par 1,000 sur le revenu de tous les hommes qui n'ont pas fait de service militaire. C'est un nouvel impôt dont on n'avait point encore parlé. Le Tageblatt de Berlin assure que les conservateurs sont très-irrités contre le chancelier. Quant aux libéraux nationaux, malgré toutes les infortunes qu'ils ont éprouvées dans ces derniers temps, ils n'ont jamais perdu l'espoir de voir un ou plusieurs membres de leur parti entrer dans le cabinet. Il n'est donc pas étonnant que le bruit d'une crise ministérielle les encourage à appuyer le gouvernement, mais sous bénéfice d'inventaire.

Tout pour la politique RIEN POUR LES AFFAIRES

Il est absolument triste de penser que les discussions d'affaires n'ont rien de la majorité de la Chambre, des députés qui attirent l'attention médiocre. On dirait vraiment que la République n'a aucun intérêt à ce que les difficultés industrielles et commerciales soient résolues ou tout au moins diminuées. La question des traités de commerce est la plus grande question du jour, c'est de l'existence même de la France qu'il s'agit.

la magistrature, contre la religion, contre la propriété... Paris, qui a tant d'intérêts industriels et commerciaux à défendre, a choisi pour le représenter des gens qui ne connaissent ni le commerce ni l'industrie. Nous avons vu certains grands centres industriels, choisir comme représentants des hommes dont l'incompétence et l'ignorance sont si évidentes que leurs amis eux-mêmes en rougisseraient; nous connaissons une de ces villes dont le député ne pourrait rédiger un simple amendement; l'orthographe même lui est inconnue. Tel département, qui se trouve compromis par la crise actuelle, a envoyé à la Chambre des députés qui ont dit aux ouvriers: vous souffrez, vous chômez; nous allons remplacer vos instituteurs congréganistes par des instituteurs laïques; nous allons renouveler le personnel administratif...

De la politique, rien que de la politique; et pas d'affaires. Cette majorité s'endort aussitôt qu'une question grave et d'utilité nationale se présente. Elle ne s'éveille que si la tribune retentit des accents de la passion. Triste, triste! C'est ainsi que les peuples tombent. L'esprit révolutionnaire ne souffle pas seulement la haine, il souffle la misère, il souffle la ruine.

Dans la dernière discussion du Sénat, il a été beaucoup question de « l'éducation laïque ». Quand M. Ferry était embarrassé, il prononçait ces mots avec un accent emphatique, et la gauche sommeillante se réveillait pour lui jeter quelques bravos. Que signifient donc ces mots si souvent répétés, et dont on semble faire un cri de combat et qui paraissent contenir tout un programme? Nous trouvons précisément dans les journaux radicaux le prospectus d'une association qui a pour objet la création d'une « librairie d'éducation laïque ». Cette société est patronnée, nous dit-on, par le « parti républicain » tout entier. Le prospectus en question a au moins l'avantage de nous dire avec quelque netteté ce que c'est que « l'éducation laïque ». Nous y lisons : « Le clercisme est l'ennemi, soit, mais l'obstacle c'est le surnaturel ». Détruire dans l'enfant la notion du surnaturel, « la conception théologique et métaphysique du monde », voilà en quoi consiste « l'éducation laïque »; et l'on ajoute que ce « travail d'émanicipation théologique doit être l'œuvre permanente du gouvernement républicain ».

L'ALLEMAGNE

On lit dans la France: « Nous sommes contraints de ne nous occuper que de l'Allemagne, des projets militaires, de l'augmentation des impôts communaux, de l'augmentation de l'armée, des polémiques entre feuilles dévouées au chancelier de l'empire et journaux progressistes. La presse européenne ne traite, en effet, que cette question. Toutes les autres ont disparu. »

Tant que la discussion au Reichstag n'aura pas jeté un certain jour sur les agissements de M. de Bismarck, tant que l'opinion sera réduite aux conjectures et que le gouvernement allemand gardera ses airs mystérieux, il faut nous attendre aux explications les plus optimistes de la part des amis du chancelier, aux prévisions les plus sombres de la part de ses adversaires. Au fond, l'Europe est inquiète non pour le présent, car les armements sont à long terme, mais pour l'avenir.

On croit plus aux protestations pacifiques de M. de Bismarck. Autrefois, sur un signe de lui, les craintes les plus légitimes se calmaient comme par enchantement, mais à force d'avoir été trompés, les peuples commencent à ouvrir les yeux. Ils ont perdu la foi. L'opinion générale semble être maintenant que rien de bien ne peut venir du chancelier. Ses entreprises à grand effet, l'entente austro-hongroise, les menées anti-moscovites, l'augmentation de l'armée allemande ne soulèvent plus de polémiques ardentes qu'en Allemagne.

« Allons, on se tait, on observe, on attend. On ne siffle pas encore l'orage, mais on ne l'applaudit plus. De là, les étonnements des feuilles officieuses de Berlin, louant notre sang-froid et l'impassibilité moscovite. »

Le saganon écrivain qui publie dans la Nouvelle Revue les Lettres si remarquables sur la politique extérieure s'écriait hier, comme conclusion à son ardente étude des procédés de la politique allemande : « L'Europe n'a-t-elle pas enfin assez travaillé pour le roi de Prusse? Comprend-elle ce qu'a voulu, ce que veut M. de Bismarck? Les armements de l'Allemagne, l'augmentation de l'effectif qu'elle exige de ses alliés, son empressement lorsque ses adversaires se fortifient, tout cela ne prouve-t-il pas surabondamment à ceux qui ont la passion de la paix qu'il n'y a qu'un danger de guerre européenne : l'Allemagne, et qu'un danger de troubles intérieurs pour l'Italie, la Russie, la France : les procédés de M. de Bismarck? »

Il est supposable, sans que l'opinion se manifeste encore avec violence contre l'éternel trouble-fête de l'Europe, que les peuples, et même les gouvernements ont cessé d'être dupes. Nous avons vu les Russes, comme les Français, raisonner avec un calme parfait la question des armements; nous avons entendu M. de Haymerlé tenir un langage assez pacifique pour être un avertissement à M. de Bismarck de ne pas trop se prévaloir de l'alliance ébauchée à Vienne; nous citons hier des extraits de journaux allemands qui avouent l'isolement, « en cas de guerre, de l'Allemagne, et ne comptent que sur une neutralité bienveillante de l'Autriche-Hongrie. »

Autant de symptômes de l'impuissance actuelle du chancelier à renouer les anciennes intrigues. Jamais M. de Bismarck n'obtiendra de l'Autriche ce qu'il a obtenu de la Russie. Une puissance avertie en vaut deux.

Le chancelier de l'empire court à grands pas vers l'isolement. Il l'aiguë l'armée allemande qu'en prévision du jour où il restera absolument seul.

En attendant, il faut de l'argent, beaucoup d'argent pour subvenir aux nouvelles dépenses militaires et le Daily News nous apprend que le prince de Bismarck a eu hier une longue entrevue avec l'empereur Guillaume, au sujet des impôts à présenter au Reichstag. On préférait, entre autres taxes, un droit de 4 % sur le revenu de tous les hommes qui n'ont pas été astreints au service militaire. La question financière est l'objet de toutes les conversations dans

le monde politique déjà réuni, à Berlin, en vue de l'ouverture du Reichstag. » CAMILLE FARCY.

La presse allemande a des tendresses aujourd'hui pour la Belgique; elle se montre passionnée pour son indépendance, comme si le cabinet de Berlin (nous en ayons aux souvenirs de 1873) ne l'avait jamais menacée. C'est le cinquantenaire anniversaire de l'indépendance des Belges qui enflamme en ce moment la Gazette de Magdebourg.

« Ce serait une erreur, dit cette feuille, de croire que la Belgique n'a pas d'amitié pour l'Allemagne. Les nations connaissent bien leurs intérêts particuliers et les Belges ne font certainement pas exception à la règle. Ils savent que l'Allemagne aurait pu éviter une guerre sanglante si elle avait donné son acquiescement aux propositions de M. Benedetti relativement à la cession de la Belgique à la France. »

« Le fait que l'Allemagne a repoussé ces propositions prouve l'importance qu'elle attache à l'indépendance de la Belgique. Depuis cette époque les Belges ont appris à avoir une confiance sérieuse dans la politique étrangère de l'Allemagne, et ce sentiment va toujours en se fortifiant. Si les Belges sont maintenant tout à fait rassurés sur leur avenir, la raison en est dans la conviction qu'ils peuvent compter sur la protection de l'Allemagne, et que tant que cette dernière aura une armée assez forte pour lutter avec succès contre la France, elle ne permettra pas à ce pays de saisir la proie qu'elle convoite depuis si longtemps. »

Le nouveau Congrès Socialiste

On sait que le congrès ouvrier socialiste de Marseille avait résolu de se tenir cette année au Havre. L'organisateur de ce congrès, M. Nonorgue, ayant invité la Caisse typographique de prévoyance du Havre à se faire représenter au congrès, en a reçu, à la date du 30 janvier, une réponse des plus sages dont nous extrayons les passages suivants, qui font connaître l'opinion des membres de la Caisse typographique, réunis en assemblée générale : « Les deux questions suivantes ont été posées :

« 1° Pouvons-nous adhérer au programme du futur congrès du Havre? » « 2° Ce programme étant reconnu inacceptable, devons-nous nommer un délégué avec mission de le combattre? »

Sur le premier point, nos collègues, à l'unanimité, ont déclaré que leur dignité, les principes d'ordre et de justice dont ils ont toujours été animés, leur faisaient un devoir de rejeter loin d'eux l'idée de participer à ce que vous voulez bien appeler les grandes assises des travailleurs, attendu que le programme n'est autre que celui du Congrès de Marseille et qu'il ne saurait être approuvé par une association ouvrière laborieuse, qui a réellement souci de ses véritables intérêts.

Ils ont, en outre, blâmé avec la plus grande énergie ces sortes de manifestations, que l'on organise soi-disant pour trouver le moyen d'améliorer la position sociale de l'ouvrier et qui, en réalité, ne servent qu'à dissiper sur des théories malsaines et extravagantes, que sont souvent développées jusqu'à la démence.

Sur le second point, un très petit nombre de sociétaires proposèrent de nommer un délégué, qui serait chargé non pas de combattre le programme, ce qui serait peine perdue, mais de protester au sein du congrès et de démontrer qu'au lieu de servir la cause de l'ouvrier, ces réunions violentes lui faisaient, au contraire, un tort immense.

« Ils abandonnèrent leur proposition dès que leurs confrères leur rappelèrent ce qu'il s'était passé à Marseille, dans une séance ou un délégué fut élu pour avoir osé faire entendre que l'on faisait une mauvaise besogne. Et cependant, ce n'était pas un ténébreux En nous rappelant ce fait, nous nous sommes demandé ce qu'il pourrait advenir à un délégué tel que nous le désirions. Pourrait-il se faire entendre? »

« Le doute n'est pas permis, car, d'après les précédents, avec des délégués aussi intolérants que ceux du dernier congrès, on serait plutôt écarté qu'écouté. »

« Pour lui éviter un pareil échec, nous nous sommes décidés pour la neutralité la plus complète. »

« Toutefois, désireux de faire connaître notre opinion, nous adressons aux journaux de notre ville notre réponse, avec prière de la publier. »

« Il ne nous reste plus, monsieur, qu'à vous faire part de notre vœu le plus cher : « C'est que, reconnaissant l'inutilité des congrès ouvriers dans de telles conditions, nous désirions que celui du Havre soit le dernier, et cela dans l'intérêt général. »

« Ce document est signé par le président, M. F. Leroy, et M. G. Murer, secrétaire; il se recommande à l'attention des ouvriers honnêtes réellement travailleurs. Les démagogues feront bien de le méditer. Quant à nous, nous féliciterons sincèrement les membres de la Caisse typographique de prévoyance du Havre de leurs sentiments et de leur initiative, et nous souhaitons qu'ils aient des imitateurs. »

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Voici ce qu'on lit à cet effet dans la « Princesse Aurélie » de Casimir Delavigne : LE MARQUIS, à voix basse. Mais le gouvernement, on dit qu'il va changer POLICASTRO Nous l'ignorons, messieurs. LE MARQUIS Je le crains. LE BARON Moi, j'espère : j'attends toujours du bien d'un nouveau ministère.

LETTRE DE PARIS

de notre correspondant particulier Paris, le 4 février 1880. Le vote de demain, au Sénat, pour la nomination du successeur de M. de Montalivet, préoccupe au dernier point tous les groupes de droite et de gauche des deux Chambres. Jamais, même à l'époque où les conservateurs avaient la majorité et où les républicains cherchaient à les diviser pour obtenir de faire passer un des leurs, on n'a vu tant de démarches, on n'a entendu tant de recommandations, soit en faveur de M. Broca, soit en faveur de M. Bétoland. Aujourd'hui, mercredi, jour de travail des commissions des deux Chambres, le Palais-Bourbon est presque désert, la plupart des députés ayant émigré au Luxembourg. Il s'agit de l'article 7; il faut que tout le monde vote, voilà ce qu'on entend de tous les côtés. Les bureaux des gauches ont écrit à tous leurs membres afin de les inviter à être exacts,

non plus satisfait, car lorsque je lui demandais : — Qu'est-ce que le charbon de terre ? Il me répondait toujours : — C'est du charbon qu'on trouve dans la terre.

Cette réponse de l'oncle Gaspard sur le charbon de terre et celles du même genre qu'il m'avait faites n'étaient point suffisantes pour moi, Vitalis m'ayant appris à me contenter moins facilement. Quand je posai la même question au magister il me répondit tout autrement. — Le charbon de terre, me dit-il, n'est rien autre chose que du charbon de bois : au lieu de mettre dans nos cheminées des arbres de notre époque que des hommes comme toi et moi ont transformés en charbon, nous y mettons des arbres poussés dans des forêts très-anciennes et qui ont été transformés en charbon par les forces de la nature, je veux dire par des incendies, des volcans, des tremblements de terre naturels.

Et comme je regardais avec étonnement. — Nous n'avons pas le temps de causer de cela aujourd'hui, dit-il, il faut pousser la benne, mais c'est demain dimanche, viens me voir; je t'expliquerai ça à la maison; j'ai là des morceaux de charbon et de roche que j'ai ramassés depuis trente ans et qui te feront comprendre par les yeux ce que tu entendras par les oreilles. Ils m'appellent en riant le magister, mais le magister, tu le verras, est bon à quelque chose; la vie de l'homme n'est pas tout entière dans ses mains, elle est aussi dans sa tête. Comme

toi et à ton âge j'étais curieux; je vivais dans la mine, j'ai voulu connaître ce que je voyais tous les jours; j'ai fait causer les ingénieurs quand ils voulaient bien me répondre, et j'ai lu. Après mon accident j'avais du temps à moi, je l'ai employé à apprendre : quand on a des yeux pour regarder et que sur ces yeux on pose des lunettes que vous donnez les livres, on finit par voir bien des choses. Maintenant je n'ai pas grand temps pour lire et je n'ai pas beaucoup d'argent pour acheter des livres, mais j'ai encore des yeux et je les tiens ouverts. Viens demain, je serais content de t'apprendre à regarder autour de toi. On ne sait pas ce qu'une parole qui tombe dans une oreille fertile peut faire germer.

C'est pour avoir conduit dans les mines de Bessèges un grand savant nommé Brongnari et l'avoir entendu parler pendant ses recherches, que l'idée m'est venue d'apprendre et qu'aujourd'hui j'en sais un peu plus long que nos camarades. A demain. Le lendemain j'annonçai à l'oncle Gaspard que j'allais voir le magister.

— Ah ! ah ! dit-il en riant, il a trouvé à qui causer; vas-y, mon garçon, puisque le cœur t'en dit; après tout, tu crains ce que tu voudras; seulement, si tu apprends quelque chose avec lui, n'en sois pas plus fier pour ça; s'il n'était pas fier, le magister serait un bon homme.

Le magister ne demeurait point, comme la plupart des mineurs, dans l'intérieur de la ville, mais à une petite distance, à un endroit triste et pauvre qu'on appelle les Espéglades, parce qu'aux environs se trouvent de nombreuses excavations creusées

par la nature dans le flanc de la montagne. Il habitait là chez une vieille femme, veuve d'un mineur tué dans un éboulement. Elle lui sous-louait une espèce de cave dans laquelle il avait établi son lit à la place la plus sèche, ce qui ne veut pas dire qu'elle fut beaucoup, car sur les pieds du bois de lit poussaient des champignons; mais pour un mineur habitué à vivre les pieds dans l'humidité et à recevoir toute la journée sur le corps des gouttes d'eau, c'était là un détail sans importance. Pour lui, la grande affaire, en prenant ce logement, avait été d'être près des cavernes de la montagne dans lesquelles il allait faire des recherches, et surtout de pouvoir disposer à son gré sa collection de morceaux de houille, de pierres marquées d'empreintes, et de fossiles.

Il vint au-devant de moi quand j'entraî, et d'une voix heureuse : — Je t'ai commandé une birotade, dit-il, parce que si la jeunesse a des oreilles et des yeux, elle a aussi un gosier, de sorte que le meilleur moyen d'être de ses amis, c'est de satisfaire le tout en même temps.

La birotade est un festin de châtagnes rôties qu'on mouille de vin blanc, et qui est en grand honneur dans la Cévennes. — Après la birotade, continua le magister, nous causerons et tout en causant je te montrerai ma collection.

A suivre.